Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 334

Artikel: Tigres ou chevaux
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1028811

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tigres ou chevaux

L'exposé du colonel Pierre Henchoz, invité le 3 octobre dernier à Mézières par le Parti socialiste d'Oron, a suscité des réflexions sur la crédibilité de nos autorités militaires, chef du Département en tête. Après les arlequinades du Mirage, du P 16, de l'OM 20, et d'autres gadgets coûteux, le gouvernement veut acquérir 53 avions de combat américains « Tiger », pour le prix de 1 milliard 300 millions. Chacun sait — mais de science certaine — qu'au moment de leur livraison, ces appareils seront démodés. Devant les fusées des puissances grandes et moyennes, coincés entre OTAN et Pacte de Varsovie, ils disparaîtront dans les deux premières heures de la guerre. Ce sont d'ailleurs les derniers avions de ce genre que la Suisse peut encore s'offrir, et leur catégorie disparaîtra avec M. Gnägi. Même chose pour les chars lourds. On les acquiert par tradition, en sachant parfaitement qu'ils sont incapables de manœuvrer sur notre Plateau suisse surchargé de constructions.

Ainsi, l'on maintient une conception de la défense nationale remontant à la guerre 1914-1918, celle de l'armée de campagne, alors que l'on sait — mais vraiment sait — qu'au bout de deux jours, la guerre deviendrait une bataille de rues et de réduit national. Déjà un colonel commandant de corps avait préconisé l'éclatement en petites unités éparpillées dans la nature, dotées d'un matériel léger et d'une force de feu individuelle. Mais voilà : cette conception détruit la hiérarchie traditionnelle, l'armée-jeu (Kriegspiel) pour les cadres de l'industrie, de la banque et de certaines professions libérales en mal d'autorité, de plein air, de vacances de mari et de décorum.

De surcroît, la préparation de groupes de guérilla, de résistance, pourrait engendrer des foyers de subversion. C'est du moins ce qu'on susurre dans le creux de l'oreille. Or l'expérience enseigne le contraire. Ni le Vietcong, ni l'armée de libération algérienne ne se sont signalés par leur indiscipline ou leur tendance centrifuge. Quant au soldat suisse, qui garde à la maison son fusil et ses cartouches, il les utilise parfois pour se suicider ou détruire sa petite amie, mais jamais pour faire la révolution.

Les bonnes intentions du PSS

Les sains principes que voilà ! Début 72, la commission de défense nationale du PSS publiait un opuscule intitulé « Principes de base pour une politique moderne de sécurité ». On y lisait à la page 25 : « L'expérience vécue depuis 1945 a confirmé pleinement les grandes lignes des conceptions telles que le PSS les avait formulées en 1947. Les postulats suivants, qui avaient été établis à l'époque restent en particulier valables (...) Il y a lieu de surseoir à l'acquisition de tout système d'armement superperfectionné et que seules peuvent utiliser rationnellement les nations moyennes et grandes, tel que des avions de combat à hautes performances et des systèmes de fusées. » (!)

Le dernier argument des traditionnalistes est qu'en renonçant à l'armée de campagne, vouée à arrêter au bord du Rhin l'armée rouge ou chinoise, on découragerait les populations des villes, abandonnées à leur sort. Or on sait qu'au bout de deux jours elles le seront, abandonnées. Alors pourquoi leur mentir ? Ne vaut-il pas mieux annoncer la couleur, préparer le peuple au combat qui sera le sien, mettre sur pied d'avance la résistance ? Cela pose un problème politique très grave. En réalité, beaucoup de leaders ne tiennent pas à la résistance armée, car ils ont des âmes de collaborateurs. Habitués à appliquer le règlement, ils rendraient la même justice militaire sous les ordres de l'occupant qu'aujourd'hui contre les objecteurs de conscience. Ils craignent plus la révision des structures militaires que l'inefficacité de l'armée. L'armée suisse, que Jaurès citait en exemple au début de ce siècle, dans « L'armée nouvelle », n'a plus changé en 75 ans. C'est une armée de temps de paix, faite pour calquer la division de la société en classes, driller à la soumission muette, habituer au gaspillage de la consommation mal dirigée. Au besoin, on lui confie des tâches de police.

Une armée patriotique ne peut être fondée que sur la plus vieille caractéristique nationale : le goût total de l'indépendance, le refus total de l'influence étrangère. Le ver est dans le fruit, non pas en raison de la « surpopulation étrangère » des malheureux manœuvres espagnols ou turcs, mais par la vente de nos entreprises aux multinationales. Un moyen de redresser le courant serait, précisément, une instruction militaire préparant à la résistance à tout prix. La force de dissuasion à l'égard d'un adversaire potentiel ne résidera plus jamais dans notre puissance de feu aérienne ou terrestre — nous ne pouvons lutter avec les superpuissances, même dans l'hypothèse d'une intégration européenne ; elle est dans la conviction qu'un occupant serait trop fixé, aurait trop de sacrifices à concéder devant une population entière mobilisée dans les Alpes et dans les rues. A cette fin, il faut que l'armée soit la chose de chacun, et non pas la grande muette d'Œrlikon. Il faut que le milicien participe à la stratégie, s'intéresse à sa mission, se réjouisse du cours de répétition dans son escouade décentralisée. Il faut cesser de galvauder le budget militaire et de dégoûter le citoyen-soldat. Dans cet esprit, la cavalerie valait mille fois mieux qu'un troupeau de tigres.